Belfort, le 24 janvier 2023

Communiqué de presse - intersyndicale de l' Éducation dans le 90

Rentrée 2023 dans les collèges du Territoire de Belfort : des élèves en plus, mais des heures d'enseignement supprimées.

Lors du groupe de travail de préparation de rentrée qui s'est tenu ce vendredi 20 janvier à l'Inspection Académique de Belfort, les représentants des organisation syndicales qui siègent dans l'instance CSAD ont dénoncé d'une seule voix, les documents lacunaires qui ont été transmis pour la préparation de rentrée.

Contrairement aux années précédentes, les effectifs attendus dans les classes ne sont plus transmis. Ainsi, les dotations horaires sont globalisées, selon la structure des collèges, et ne tiennent plus compte des effectifs attendus par niveau. Ce nouveau mode de calcul empêche toute transparence : lisibilité et équité entre les établissements de notre département. Serait-ce pour–**masquer les pertes d'heures d'enseignement pour les élèves ?**

Ce nouveau calcul renvoie chaque établissement à sa soi-disant « autonomie » qui en réalité n'est qu'une manière de plus de ne pas avoir de moyens d'enseignement en fonction des besoins. Plus encore que les années précédentes, les équipes vont devoir faire le choix entre l'aide aux élèves en difficulté, une offre diversifiée d'options, ou encore la création d'une division supplémentaire permettant de réduire les effectifs par classe.

Une façon de renvoyer au niveau local la responsabilité de gérer la pénurie ! Car le chiffre qui apparaît encore nous alerte : **pour 139 élèves supplémentaires prévus dans les collèges, 4 classes disparaissent !**

Comment le ministère peut-il déplorer le faible niveau des élèves, et, dans le même temps, supprimer à nouveau des heures ?

Depuis 2018, les collèges du Territoire de Belfort ne font que subir des suppressions d'heures, ce qui devient préoccupant pour les conditions d'apprentissage des élèves et inquiétant pour les conditions de travail de nos collègues et : effectifs par classe encore plus chargés, dispositifs d'aide supprimés, enseignants sur plusieurs établissements, suppressions de postes...

Les organisations syndicales, attachées au dialogue social, ne peuvent accepter ce tour de passe-passe de l'administration, ni une rentrée dans ces conditions délétères. La coupe est pleine !

Dans ce contexte, l'ensemble des organisations syndicales, représentatives de la profession, ont décidé de boycotter le Comité Social prévu ce mercredi 25 janvier.

Aussi, par notre absence, nous dénonçons à nouveau la loi de Transformation de la Fonction publique qui finit de se mettre en place et va encore réduire les possibilités d'un dialogue social déjà largement écorné.

FSU – SGEN CFDT – FO – SE UNSA